



NOTE FINANCE

Les réseaux, les
financements et le risque

03 11 2022



www.finadoc.com

■ LES RESEAUX ET LES FINANCEMENTS

En dehors des sujets d'actualité financière, nous voulons vous faire partager une réflexion de fond sur le fonctionnement de l'économie réelle, du moins une synthèse avec le plus de hauteur de vue possible (mais non dénuée de réalité).

Depuis 2008/2009, le financement de l'économie s'est largement déporté sur des acteurs privés directs ou indirects (sociétés de gestion). Ainsi, une proportion toujours plus élevée d'entreprises se financent par des fonds d'investissements, qui eux-mêmes se financent par des clients fortunés, mutuelles, caisses de retraite, assureurs, ...

Ce n'est pas la financiarisation de l'économie dont il s'agit mais de la **désintermédiation bancaire**. Celle-ci a conduit les banques commerciales, d'affaires et d'investissement à bien moins de rôle financier direct dans les entreprises.

Second facteur : depuis 30 ans environ, **la baisse des taux d'intérêt** a orienté la demande de placement vers des supports non-monétaires pour obtenir des rendements supérieurs.

De ces deux facteurs, des sociétés de gestion se sont constituées, sollicitant des contreparties fortunées (et même le grand public) pour répondre aux besoins de financement.

Dit autrement, auparavant, les investissements des acteurs possédant des avoirs financiers allaient essentiellement en immobilier, actions cotées et obligations. Depuis 10/15 ans, la réduction du financement bancaire classique a fait émerger des sociétés de gestion et a élargi corrélativement la sphère des investissements possibles : infrastructures, hôtels, levées de fonds, immobilier résidentiel, de commerce, de bureaux, dette privée, matières premières, options, monnaies virtuelles, private equity, et même cannabis (qu'évidemment nous écartons comme les monnaies virtuelles).

Internet, les réseaux sociaux, mais aussi Uber (son concept, pas la société elle-même), la blockchain basée par essence sur la décentralisation, tout ceci rentre dans une **orientation mondiale où nous sommes acteurs et financeurs de l'économie réelle**. Une sorte de crowdfunding (financement participatif) à tous niveaux. Le monde des investissements devient aussi un réseau interdépendant.



Même si Meta (Facebook) a fait sur un an -70% en bourse, même si le bitcoin a fait aussi -70% en un an, ... les réseaux sont omniprésents et le resteront. Savoir analyser le contexte du monde économique est garant d'une meilleure appréciation du risque. A part ces deux constats, rendement supérieur et désintermédiation bancaire, la finance en réseau, maillée et répartie, **est-elle un bien ou un mal ? 3 points :**

1) Il faut en fait analyser ceci dans une **notion de risque**, à savoir un déport du risque centralisé (banques) vers les acteurs privés, qui eux n'ont pas du tout la même notion de risque, bien plus faible. Dans notre communication, nous évoquons régulièrement le contrôle des risques, comme un vrai ADN, ... même si le risque zéro n'existe pas ; les effets post-covid nous le rappellent (et très récemment Orpea sous protection judiciaire, liquidation de Camaieu, cession par les Mulliez de leur branche historiquement la plus rentable, Pimkie, par exemple)

Cela signifie analyser et comprendre en amont les propositions, la cohérence, le contexte, les risques intrinsèques et exogènes mais aussi la liquidité, la volatilité et les performances attendues (et réalisées). Cela fait beaucoup mais c'est notre travail.

2) notre continuel credo : **la diversification**. Comme indiqué sur notre plaquette annuelle, notre sourcing est très large, exigeant, sans parti pris, et ce pour ensuite filtrer.

3) **capter les tendances à venir en toute indépendance** (= lire, comprendre mais sans être influencé, notre méthode concrète depuis très longtemps) et réduire les investissements les moins porteurs.

On aura compris que la conséquence de la désintermédiation est une **analyse de risque continue**. La réglementation impose un suivi régulier mais ne comprend pas qu'avec un investissement non-liquide (immobilier, private equity...), on ne peut pas agir une fois investi. C'est donc en amont qu'il faut œuvrer, et ensuite seuls le temps et le terme seront alors juges de la performance et du risque.

En complément de nos outils actuels sur le risque et de nos process de suivi, un développement sera réalisé au cours du 1^{er} trimestre 2023, pour appliquer des critères concrets, lisibles, non financiers pour mieux qualifier les investissements, côté clients. Nous serons très avance sur ce sujet ; il faut juste trouver le format de présentation qui soit clair.

François Almaleh

03 11 2022

